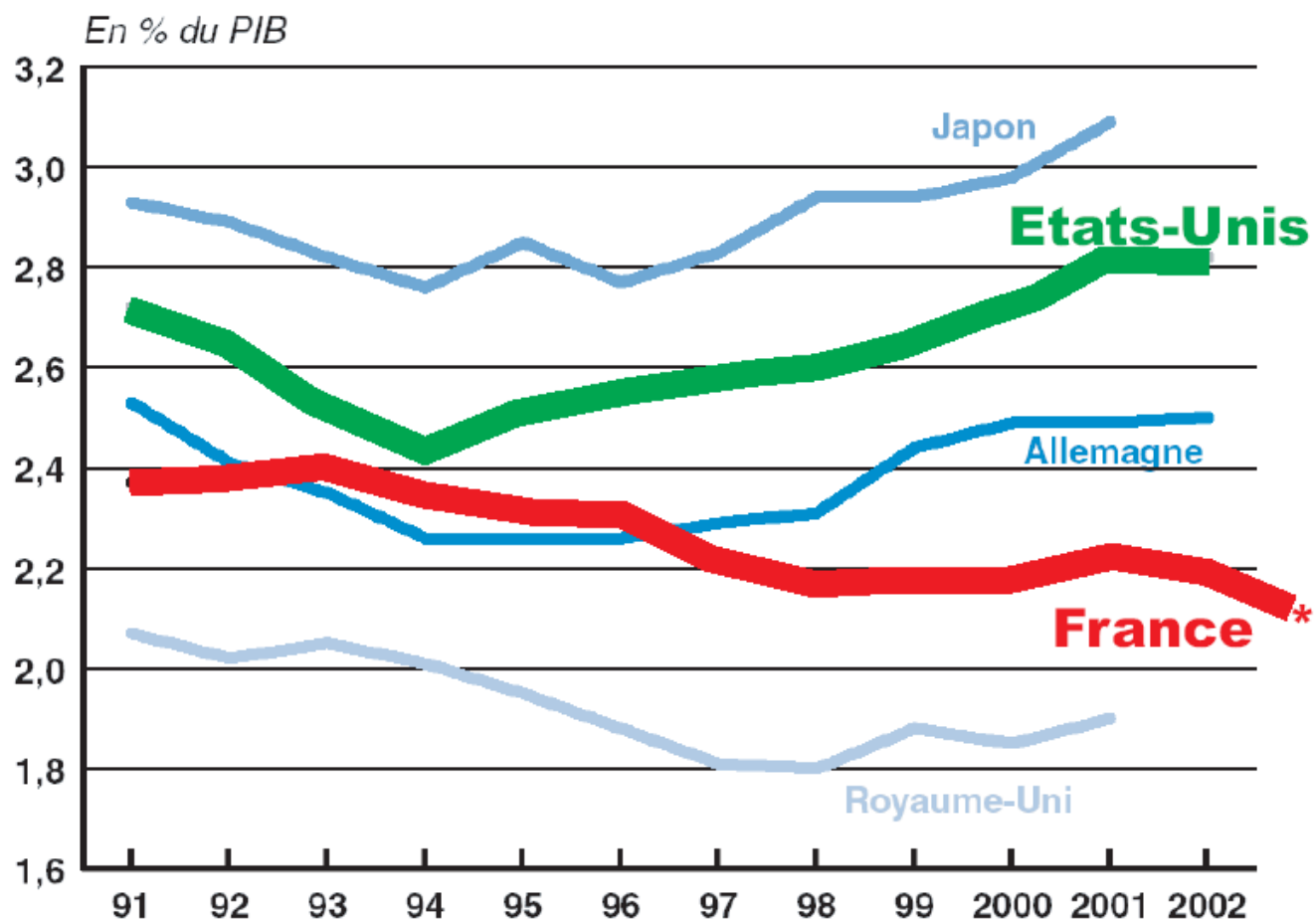


## G 1 - Intensité de l'effort de R&D dans le PIB (DIRD/PIB)



Source : OCDE, principaux indicateurs de la science et de la technologie, 2003

DIRD : dépenses intérieures brutes de recherche et développement

\* 2003 : estimation

La France certes investit **1% de son PIB** dans la recherche publique ce qui la place dans la moyenne mondiale.

Mais ce chiffre est en fait à minorer, si on veut le comparer aux autres pays car il inclut:

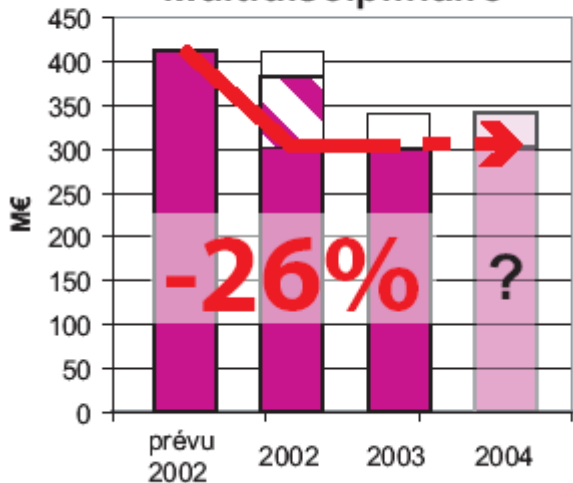
- **Les Grands Programmes Technologiques** (nucléaire, aérospatiale, aéronautique).
- **Le salaire des chercheurs** (70-80% du budget alloué aux EPST), alors qu'aux USA, la plupart des chercheurs sont universitaires (budgets de l'Education ou des Universités privées).
- Des aides versés aux entreprises privées sous formes de **crédits d'impôts**.

La réalité est autour de **0.5-0.6% du PIB** !

*Il faudrait doubler l'effort pour nous mettre dans une situation équivalente aux autres pays industrialisés*

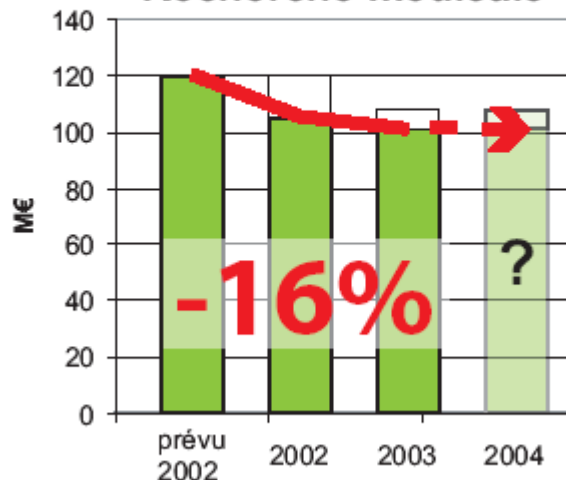
# CNRS

## Multidisciplinaire



# INSERM

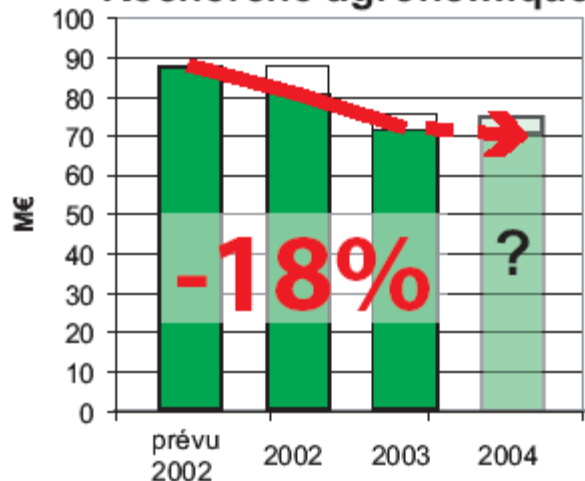
## Recherche médicale



□ Annulé    ▨ "Oublié"    ■ Réel

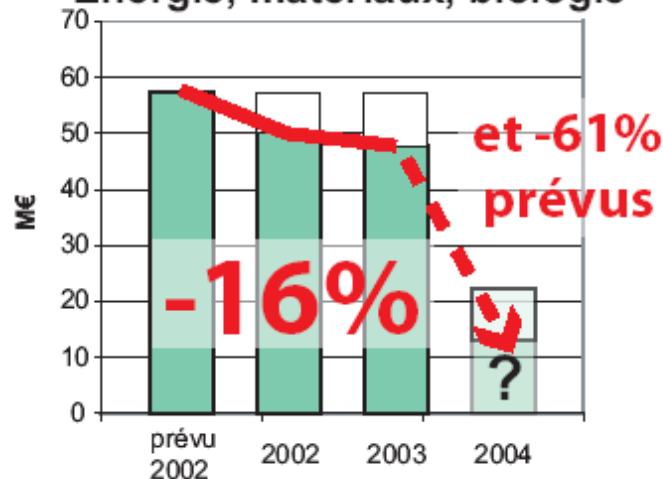
# INRA

## Recherche agronomique

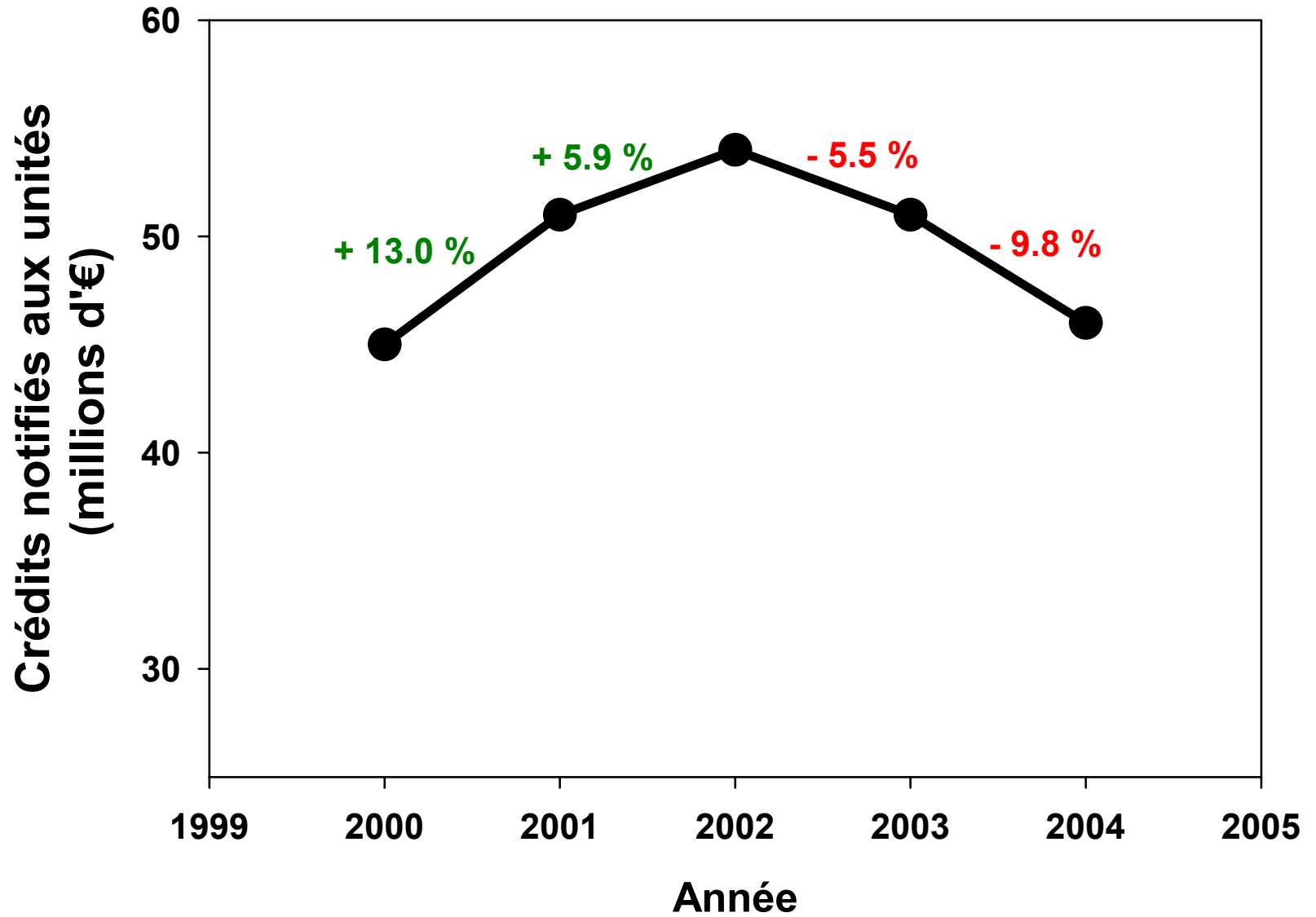


# CEA

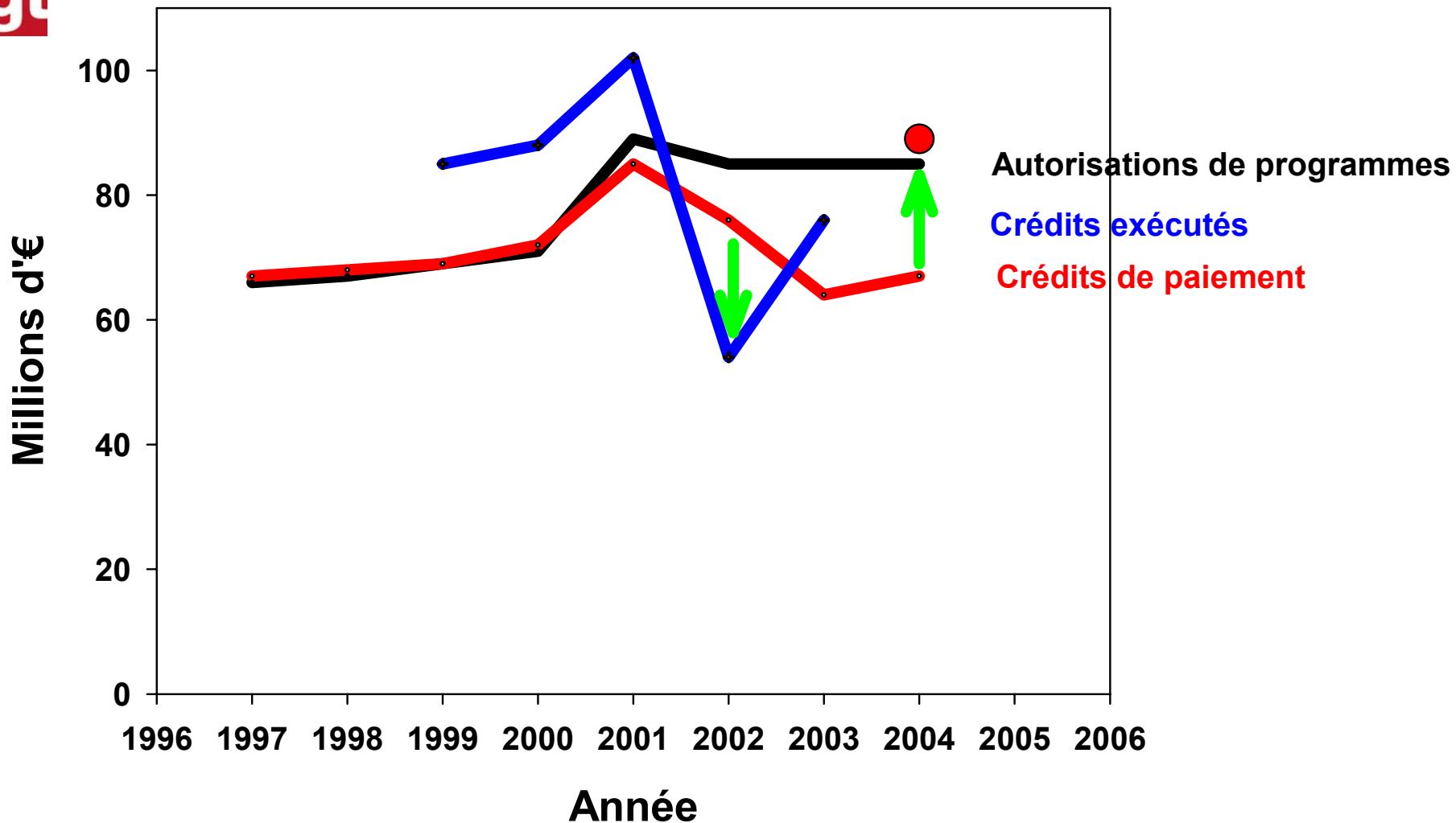
## Energie, matériaux, biologie



# INRA National

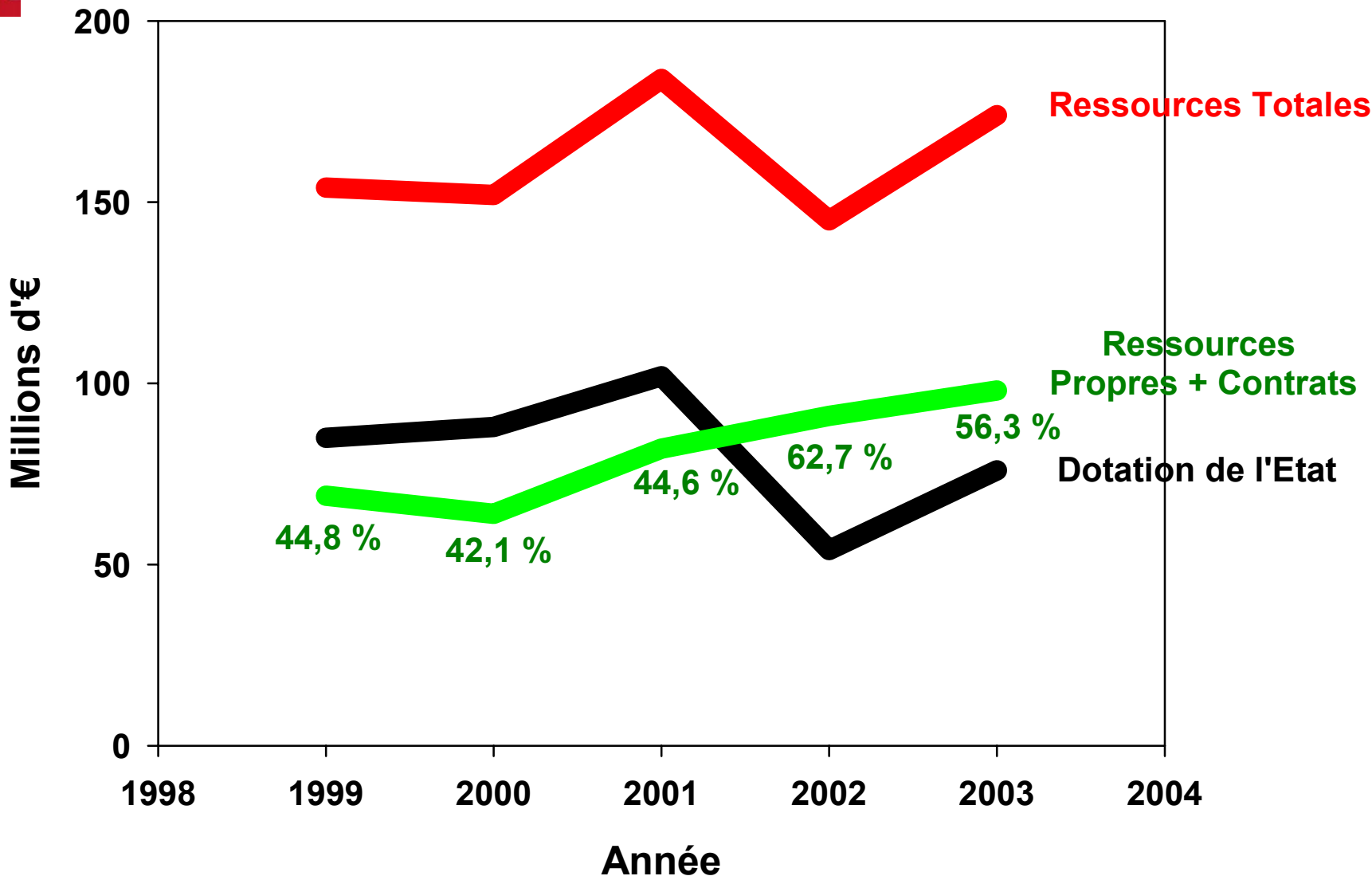


# INRA National



➤ Transfert des reliquats 2002 en 2004, et l'avenir ?

# INRA National



➤ Augmentation nette des ressources « extérieures »

# La diminution du nombre de fonctionnaires est une priorité...

Sur les 5000 postes de fonctionnaires supprimés en 2004,

10% sont dans la Recherche Publique, qui n'emploie que 1% du nombre total de fonctionnaires.

**La Recherche n'est donc prioritaire...  
que pour supprimer des postes !**

**A l'INRA 111 + 18 postes ont été supprimés en 2004  
(25 CR1, 31 IR2 et 55+18 postes de catégorie B et C)**

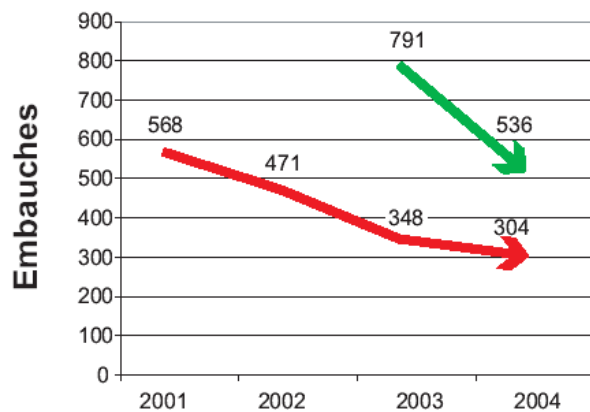
## Parallèlement, la précarité avance...

Les suppressions de postes sont partiellement compensées par des embauches de CDD

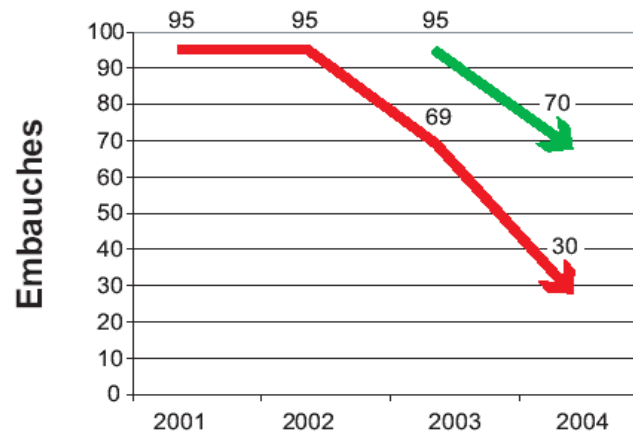
À l'INRA, 111+18 postes supprimés  
compensés par 92 CDD



### CNRS



### INSERM



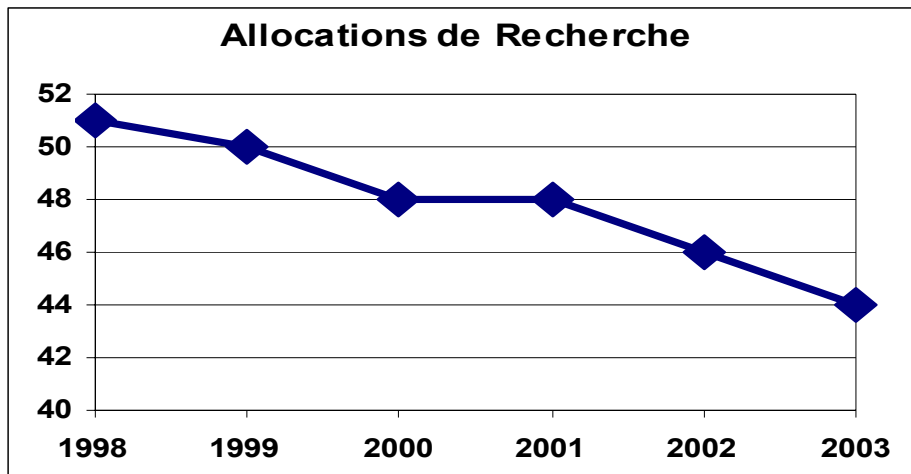
- Chargés de recherche
- Ingénieurs, Techniciens, Administratifs

Malgré plus de 56300 signatures de la pétition électronique "Sauvons la recherche", le gouvernement n'a pas su rétablir la confiance avec les personnels de recherche:

- Le gouvernement a accepté de reverser les crédits dus au titre de l'année 2002, mais il ne revient pas sur la **baisse annoncée du budget 2004 (-14 %)**.
- Le gouvernement annonce également la **libération de 120 postes gagés**. Cependant, cette mesure, **effectuée à masse salariale constante**, ne correspond pas à de **réelles créations de postes budgétaires**, mais gage de futurs recrutements.

La revendication principale des personnels de recherche sur la **diminution de la précarité** n'a donc pas été entendue.

## Le désengagement de l'état à l'université de Bourgogne



Créations de postes d'enseignants-chercheurs	
1996-1999	78
1999-2003	34
2004	-1

**Entre 1999 et 2003**, en tenant compte du changement de répartition entre équipement et fonctionnement et d'une inflation moyenne de 2 % par an, on aboutit à une **baisse d'environ 6,5 % pour les crédits des enseignants-chercheurs**.

Si on intègre dans ces chiffres les crédits d'infrastructure, **la baisse** reste de **3,5 %** environ.

La situation est encore plus grave si on considère que le potentiel de recherche des équipes de l'Université de Bourgogne a augmenté dans le même temps : +10 % entre 1999 et 2003.

En résumé, et en étant optimiste on peut dire que les moyens dont dispose chaque enseignant-chercheur de l'Université de Bourgogne est, au début du contrat, **en baisse d'au moins 4% par rapport à 1999**.